



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Clôture des budgets annexes assainissement et assainissement non collectif - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Conformément aux articles L2224-1, L2224-11, L2224-12-3, R2221-1 et R2221-79 du Code général des collectivités territoriales et à l'article R. 2221-13 du CGCT qui définit la dotation initiale : « *la dotation initiale de la régie [...] représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectués par la collectivité locale de rattachement, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la régie. Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale. La dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves* ».

Conformément à la délibération n°M2021-102 du 23 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, à la délibération n°M2021-612 du 14 décembre 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté l'extension de la régie actuelle de l'eau potable à la compétence assainissement collectif et non collectif, à la délibération n°M2022-34 du 4 février 2022 par laquelle le Conseil de Métropole a approuvé le versement d'une avance de 3,5M€ HT pour l'assainissement collectif.

Cette régie publique de l'eau et de l'assainissement possède une autonomie financière et assurera la gestion de ce service public sur le territoire de la Métropole.

Les dépenses portées par les budgets annexes de l'assainissement et de l'assainissement non collectif seront intégralement prises en charge par la régie des eaux et de l'assainissement au 1er janvier 2023 et les budgets annexes assainissement collectif (Budget n°99001) et non collectif (Budget SPANC n° 99003) n'auront plus lieu d'être et seront donc dissous en 2023 dès que possible.

L'apport initial à la Régie des Eaux et de l'Assainissement (REA) soumis à l'approbation du Conseil de Métropole se décompose en trois parties :

- L'affectation de l'actif et du passif nécessaire à l'exercice des missions et activités ;
- Une dotation initiale en numéraire ;
- Une avance de trésorerie infra-annuelle dans la limite de 3M€.

I. Affectation de l'actif et du passif

- Pour la compétence assainissement collectif : la Métropole affectera à la Régie tous les biens des services publics de l'assainissement collectif dont elle dispose à l'exception des biens mobiliers qui sont transférés en pleine propriété (les voitures, les ordinateurs...) ;
- Pour la compétence assainissement non collectif : la Métropole affectera à la Régie tous les biens des services publics de l'assainissement non collectif dont elle dispose.

Le régime de l'affectation des biens à la REA, n'entraîne pas le transfert de la propriété, les biens restant propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, mais leur jouissance est transférée à la régie avec les droits et obligations s'y rattachant et notamment la maîtrise d'ouvrage des travaux d'entretien et de renouvellement. L'affectation ne comporte aucune rémunération.

Dans ce cadre, à compter du 1er janvier 2023, la REA assume l'ensemble des obligations du propriétaire. Elle assure les biens. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle assure la maintenance, l'exploitation et la sécurité de tous les biens. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers et immobiliers. Elle en a la jouissance. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire. Elle peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens. Elle est substituée de plein droit au propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats relatifs aux biens (ces contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux éventuels contrats conclus par la Métropole n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant). Des avenants de transfert seront conclus.

L'affectation et/ou le transfert de l'actif (biens corporels et incorporels) et du passif (résultat, dette, subventions) sera effectif par l'établissement à compter du 01/01/2023 suite à procès-verbaux signés par l'ordonnateur de la Métropole et de la Régie après l'arrêté définitif des comptes 2022.

Ces PV devront comprendre les éléments suivants :

- N° d'inventaire comptable et le libellé afférent ;
- Date et valeur d'acquisition (valeur historique) ;
- Le compte par nature ;
- S'il est amortissable ou non et dans l'affirmative, le montant des amortissements, le type d'amortissement, la durée ;
- La situation des subventions ;
- Les pièces attestant des transferts partiels ou totaux des contrats de prêts.

Comptablement l'affectation de l'actif et du passif fera l'objet d'écritures d'ordre non-budgétaires.

L'affectation laisse la possibilité d'un retour du bien vers la collectivité affectante. Dans le cas où ceux-ci ne seraient plus utiles à l'exercice des missions de la Régie, la Métropole recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations. La désaffectation des biens fera l'objet d'écritures d'ordre non-budgétaires et de l'établissement d'un PV comprenant les mêmes informations que le PV d'affectation établi ci-dessus.

Les adjonctions sur les biens, constitués par les travaux réalisés par la Régie sur les biens affectés, seront constatées dans la comptabilité de la Métropole lors du retour des biens ou de leur désaffectation.

II. Restes à recouvrer

Les titres émis par la Métropole sur les deux budgets seront pris en charge par le Service de Gestion Comptable de la Métropole jusqu'au 31/12/2022. Le recouvrement desdits titres incombera au Service de Gestion Comptable jusqu'à leur apurement complet. Dans ce cadre c'est à la Métropole qu'il reviendra d'examiner les admissions en non valeurs présentés par le comptable public. C'est pourquoi la Métropole conservera une part du résultat du budget annexe assainissement correspondant au montant des provisions pour risques et charges. Ce montant sera transféré à la régie à l'issue des procédures relatives aux risques provisionnés, s'ils ne surviennent pas ou pour un montant inférieur à la provision.

III. Dotation initiale en numéraire

La Régie va faire face à des besoins de financements dès le début de son activité, sans avoir pu constituer de l'autofinancement au préalable, susceptible de financer une part de ses investissements. Elle va notamment se substituer à la Métropole pour la réalisation de la programmation pluriannuelle des investissements des budgets annexes assainissement collectif et non collectif de la Métropole. Afin de financer le début d'activité de la Régie, la Métropole a versé une dotation initiale d'un montant de 3.5M€ HT. Cette dotation constitue une avance versée sur le résultat qui sera transféré à la régie.

IV. Avance de trésorerie infra-annuelle

Afin de couvrir l'ensemble des besoins de trésorerie de la Régie liés au décalage d'encaissement des recettes lors des premiers mois d'exercice de la Régie, une avance de trésorerie remboursable non budgétaire infra annuelle peut être mise en place entre la Métropole de Montpellier et la Régie.

Cette avance de trésorerie pourra être versée dans la limite du montant de 3M€.

Il s'agit d'une opération de trésorerie : l'avance de trésorerie et son remboursement se fera par l'émission d'un ordre de paiement transmis au Comptable public du SGC Métropole. L'avance pourra être versée par virement bancaire en plusieurs tirages tels que sollicités par la Régie par courrier adressé à la Métropole, sans dépasser 3M €. L'avance de trésorerie est prévue sur une période d'un an à compter du 1er janvier 2023. Les tirages réalisés devront donc être remboursés au plus tard le 31 décembre 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De clôturer les budgets annexes assainissement et assainissement non collectif au 31 décembre 2022 afin de reprendre des éléments d'actifs et de passif sur le budget principal de la Métropole ;
- De procéder à la mise en affectation des biens du budget assainissement de la Métropole à la Régie des Eaux et de l'assainissement à l'exception des biens mobiliers qui seront transférés en pleine propriété ;
- De procéder à la mise en affectation des biens de la Métropole à la Régie des Eaux et de l'assainissement de tous les biens des services publics de l'assainissement non collectif dont elle dispose ;
- De reprendre l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal ;
- De transférer les résultats de clôture des budgets annexes assainissement et assainissement non collectif à la régie des eaux et de l'assainissement, déduction faite du montant des provisions pour risques et charges, qui sera transféré à la régie à l'issue des procédures relatives aux risques provisionnés, s'ils ne surviennent pas ou pour un montant inférieur à la provision ;
- D'approuver que la dotation initiale d'un montant de 3.5M€ HT versée par la Métropole à la régie constitue une avance versée sur le résultat qui sera transféré à la régie ;
- D'approuver le versement par la Métropole à la Régie d'une avance de trésorerie non budgétaire remboursable dans la limite du montant de 3M€ ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210758-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.